ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 1er février 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement", a donné le 10 février 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e februari 1971 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités", heeft de 10e februari 1971 het volgend advies gegeven :

Préambule.

L'alinéa 2 du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, notamment l'article 1er, les articles 2 et 3, modifiés par l'arrêté royal du 3 novembre 1964, l'article 4, les articles 5 et 6, modifiés par l'arrêté royal du 3 novembre 1964, l'article 7, l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1964, et l'article 9; ".

*

L'alinéa 5 du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1963 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense nationale et celle des forces armées, fixant les attributions de certaines autorités et autorisant le Ministre de la Défense nationale de déléguer une partie de ses pouvoirs, notamment les articles 4, 5, l'article 6 modifié par les arrêtés royaux des 14 février 1967 et 21 janvier 1971, et les articles 7 à 11; ".

*

Article 1er.

L'arrêté royal du 7 avril 1959 dispose que les comités d'avancement sont composés d'officiers en activité de service. Le projet précise que seuls les officiers de carrière sont appelés à faire partie des comités.

.../...

En conséquence, il y a lieu de remplacer les mots "à faire partie des" par les termes "à siéger dans les".

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les autres dispositions du projet où intervient l'expression "faire partie de".

Article 2, § 1er.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :
"n'exerce qu'à titre précaire l'emploi qui lui donne qualité pour siéger dans un comité d'avancement".

*

Le 9° serait mieux rédigé comme suit :

"9° est utilisé dans un Ministère ou dans un organisme d'intérêt public, conformément aux dispositions relatives à la mobilité des membres des forces armées".

Article 2, § 2.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. Doit se récuser :

1° l'officier qui est le parent ou l'allié jusqu'au troisième degré inclusivement, d'un officier dont la candidature est examinée;

2° l'officier dont la participation serait de nature à porter atteinte à la liberté ou à l'impartialité de l'avis du comité d'avancement".

.../...

En ce qui concerne le 2° du texte proposé, il convient qu'en pareille matière la récusation soit une obligation et non pas une simple faculté.

Article 4.

Au § 1er, le début du texte néerlandais devrait se lire comme suit : "Opgeroepen worden om zitting te nemen in ... ", au lieu de "Worden aangewezen om deel uit te maken van ... ". La même observation vaut pour les autres dispositions du projet où cette dernière expression intervient.

*

Le § 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont, en outre, appelés à siéger dans le comité les généraux-majors des corps des officiers médecins, des officiers ingénieurs des fabrications militaires ou des officiers administrateurs militaires, chaque fois que ce comité examine des candidatures d'officiers appartenant à ces corps".

*

Le § 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Est également appelé à siéger dans le comité le plus ancien général-major des corps, autres que ceux qui sont cités au § 2, chaque fois que le comité examine la candidature d'un officier qui appartient à l'un de ces corps et que parmi les membres cités au § 1er, aucun n'en est issu".

La même observation vaut pour l'article 5, § 2.

.../...

Article 10, § 1er.

Au 4°, les mots "l'inspecteur compétent" devraient être remplacés par les termes : "l'inspecteur exerçant ses attributions dans le corps auquel appartient le candidat".

Le § 1er, b, serait mieux rédigé comme suit :

"b. Comme membres temporaires :

1° lorsque le comité examine les candidatures au grade de colonel : deux officiers nommés au grade de colonel;

2° lorsque le comité examine les candidatures au grade de lieutenant-colonel : deux officiers nommés au grade de colonel et deux officiers nommés au grade de lieutenant-colonel;

3° lorsque le comité examine les candidatures au grade de major : deux officiers nommés au grade de lieutenant-colonel et deux officiers nommés au grade de major".

La même observation vaut pour les articles 12, § 1er, b, et 14, § 1er, b, ainsi que mutatis mutandis (quant à l'appellation des grades) pour l'article 13, § 1er, b.

Le § 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont, en outre, appelés à siéger dans les comités de leurs corps, en qualité de membres permanents, les généraux-majors des corps des officiers médecins, des officiers ingénieurs des fabrications militaires et des officiers administrateurs militaires, chaque fois que ces comités examinent des candidatures d'officiers appartenant à ces corps".

.../...

Le § 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont, également, appelés à siéger dans le comité, en qualité de membre permanent, chaque fois que ce comité examine la candidature d'un officier appartenant à l'un des corps du service de santé :

"1° l'inspecteur général ... ".

Article 13, § 2.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. A défaut d'officiers du corps des officiers techniciens ou du corps des officiers des services répondant aux conditions fixées au § 1er, b, des officiers appartenant aux autres corps de la force navale sont désignés par tirage au sort pour parfaire leur nombre".

Article 15.

Le dernier alinéa de l'article 15, § 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'hypothèse où cette manière de procéder ne permet pas de désigner le nombre requis d'officiers, il ne peut être fait appel à des officiers qui ont subi l'épreuve sur la connaissance approfondie de l'autre langue nationale qu'après avoir, au préalable, fait appel, parmi ces derniers, aux officiers qui ont justifié , conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938, de la connaissance approfondie de la langue prise en considération".

Au deuxième alinéa du § 2, in fine, les mots "modifié par la loi du 30 juillet 1955" peuvent être omis.

.../...

Articles 18 et 19.

Tel qu'il est rédigé, l'article 19 peut laisser croire que le Ministre décide arbitrairement du nom des officiers qu'il supprime de la liste des candidats.

En réalité, cette disposition vise le cas de certains officiers au sujet desquels le comité ne peut se prononcer lors de la séance par suite d'éléments imprévus tels que maladie, dossier incomplet en raison d'absence, etc ...

Avec l'accord des officiers délégués, le texte suivant est proposé :

"Article 19.

Préalablement à l'examen des candidatures, le Ministre de la Défense nationale communique aux membres du comité, le nom des officiers dont la candidature, pour les motifs qu'il énonce, ne lui paraît pas pouvoir être examinée sur le champ.

Sur avis conforme du comité, le Ministre supprime de la liste des candidats, les noms des officiers dont la candidature ne pourra être examinée dans les délais normaux ou réserve ces candidatures. Les décisions du Ministre sont motivées, reproduites au procès-verbal de la séance et portées à la connaissance des intéressés."

*

La modification proposée à l'article 19 entraîne la modification du 1° de l'article 18,qui devra être rédigé comme suit :

.../...

"1° la communication des noms des officiers dont la candidature n'est pas en état d'être examinée ou a été réservée, ainsi que des décisions motivées prises par le Ministre à ce sujet".

Article 21, § 2.

En ne prévoyant le vote secret que dans l'hypothèse où l'unanimité n'est pas atteinte, le caractère secret de ce vote n'existe plus, puisque les membres qui n'ont pas voté dans le sens de la majorité sont connus. Pareil système est de nature à porter atteinte à la liberté du vote.

Il convient qu'en matière de désignation ou d'exclusion de candidats, le vote secret soit le seul mode de scrutin.

La même observation vaut pour l'article 24, § 2, alinéa 3, à propos de la désignation des candidats jugés aptes à accéder au grade supérieur.

Article 22, § 2.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. S'il s'agit d'un officier de carrière ou d'un officier de réserve recruté en vertu de l'article 55 de la loi du 1er mars 1958, chaque candidature est présentée dans la langue dont l'officier en cause a justifié avoir la connaissance approfondie pour son accession au grade de sous-lieutenant.

.../...

S'il s'agit d'un officier de réserve issu des miliciens, sa candidature est présentée dans la langue qui est considérée comme sa première langue nationale, aux termes de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 octobre 1956 portant organisation de l'épreuve linguistique pour l'accession au grade de major de réserve, de capitaine de corvette de réserve ou de capitaine technicien de réserve".

Aanhef.

Het tweede lid van de aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren, inzonderheid op artikel 1, de artikelen 2 en 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1964, artikel 4, de artikelen 5 en 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1964, artikel 7, artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1964, en artikel 9;".

*

Het vijfde lid van de aanhef leze men als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1963 betreffende de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en deze van de krijgsmacht, vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten en machtiging van de Minister van Landsverdediging om een gedeelte van zijn bevoegdheden over te dragen, inzonderheid op de artikelen 4 en 5, artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 februari 1967 en 21 januari 1971, en de artikelen 7 tot 11 : ".

*

Artikel 1.

Het koninklijk besluit van 7 april 1959 bepaalt dat de bevorderingscomités zijn samengesteld uit officieren in werkelijke dienst. Het ontwerp preciseert dat "alleen de beroepsofficieren ... kunnen worden aangewezen om deel uit te maken van de bevorderingscomités".

.../...

Men leze de tekst derhalve als volgt :

"Alleen beroepsofficieren in werkelijke dienst kunnen zitting hebben in de bevorderingscomités".

Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 2, § 1, welke bepaling als volgt kan worden geredigeerd :

"In een bevorderingscomité mag geen zitting hebben de officier die :

1° ...".

Artikel 2, § 1.

De tekst onder 3° kan beter als volgt worden geredigeerd :

"3° het ambt op grond waarvan hij wel zitting zou hebben in een bevorderingscomité slechts voorlopig uitoefent".

*

De tekst onder 9° kan beter als volgt worden geredigeerd :

"9° in een Ministerie of in een instelling van openbaar nut tewerkgesteld is overeenkomstig de bepalingen betreffende de mobiliteit van de leden van de krijgsmacht".

Artikel 2, § 2.

Men leze de tekst als volgt :

.../...

"§ 2. Zich verschonen moet :

1° de officier die bloed- of aanverwant tot en met de derde graad is van een officier wiens kandidatuur wordt onderzocht;

2° de officier wiens aanwezigheid afbreuk kan doen aan de vrijheid of de onpartijdigheid van het advies van het bevorderingscomité".

In verband met 2° van de voorgestelde tekst moge worden opgemerkt, dat verschoning in dergelijke aangelegenheden verplicht en niet alleen maar mogelijk dient te zijn.

Artikel 4.

In de Nederlandse tekst van § 1 vervange men de woorden "Worden aangewezen om deel uit te maken van ..." door de woorden : "Opgeroepen worden om zitting te nemen in ...". Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen van het ontwerp waarin die wending voorkomt.

*

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden gelezen :

"Bovendien worden opgeroepen om in het comité zitting te nemen, de generaal-majoors van de korpsen der officieren-geneesheren, der officieren-ingenieurs van de militaire fabricages of der officieren-militaire administrateurs, telkens als dat comité kandidaturen van officieren uit die korpsen onderzoekt".

*

Paragraaf 3 kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Ook wordt opgeroepen om in het comité zitting te nemen, de oudstbenoemde generaal-majoor van de niet in § 2 vermelde korpsen, telkens als het comité de kandidatuur van een officier uit een van die korpsen onderzoekt en geen van de in § 1 genoemde leden uit die korpsen komt".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, § 2.

Artikel 10, § 1.

In de tekst onder 4° vervange men de woorden "de bevoegde inspecteur" door "de inspecteur die zijn bevoegdheden uitoefent in het korps waartoe de kandidaat behoort".

De tekst onder § 1, b, kan beter als volgt worden gelezen :

"b. Als tijdelijke leden :

1° wanneer het comité kandidaturen voor de graad van kolonel onderzoekt : twee officieren met de graad van kolonel;

2° wanneer het comité kandidaturen voor de graad van luitenant-kolonel onderzoekt: twee officieren met de graad van kolonel en twee officieren met de graad van luitenant-kolonel;

3° wanneer het comité kandidaturen voor de graad van majoor onderzoekt : twee officieren met de graad van luitenant-kolonel en twee officieren met de graad van majoor".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 12, § 1, b, en 14, § 1, b, alsook mutatis mutandis (wat de benaming van de graden betreft) voor artikel 13, § 1, b.

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Bovendien worden opgeroepen, om als vaste leden in de comités van hun korpsen zitting te nemen, de generaal-majoors van de korpsen der officieren-geneesheren, der officieren-ingenieurs van de militaire fabricages of der officieren-militaire administrateurs, telkens als die comités kandidaturen van officieren uit die korpsen onderzoeken".

Paragraaf 3 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Ook worden opgeroepen om als tijdelijk lid in het comité zitting te nemen, telkens als dat comité de kandidatuur van een officier uit een der korpsen van de geneeskundige dienst onderzoekt :
1° de inspecteur-generaal ... ".

Artikel 13, § 2.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd:

"§ 2. Bij ontstentenis van officieren uit het korps der officieren-technici of uit het korps der officieren voor de diensten, die voldoen aan de eisen van § 1, b, worden officieren uit de andere korpsen van de zeemacht bij loting aangewezen om hun aantal aan te vullen".

.../...

Artikel 15.

Het laatste lid van artikel 15, § 2, kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Ingeval het vereiste aantal officieren op die wijze niet kan worden aangewezen, mag geen beroep worden gedaan op officieren die het examen over de grondige kennis van de andere landstaal hebben afgelegd, tenzij vooraf een beroep is gedaan op diegenen onder hen die, overeenkomstig het bepaalde in artikel 7 van de wet van 30 juli 1938, het bewijs hebben geleverd van de grondige kennis van de betrokken taal".

Aan het slot van het tweede lid van § 2 kunnen de woorden "gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955" vervallen.

Artikelen 18 en 19.

Zoals artikel 19 thans geredigeerd is, kan het de indruk wekken dat de Minister op willekeurige wijze beslist welke namen van officieren hij van de kandidatenlijst schrapt.

In werkelijkheid slaat deze bepaling op het geval van sommige officieren, over wie het comité zich op de vergadering niet kan uitspreken wegens onvoorziene omstandigheden als ziekte, onvolledigheid van het dossier wegens afwezigheid, enz. ...

.../...

In overleg met de gemachtigde officieren wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 19.-

Vooraleer de kandidaturen worden onderzocht, deelt de Minister van Landsverdediging aan de leden van het comité de naam mede van de officieren wier kandidatuur, om de redenen welke hij opgeeft, naar zijn mening niet onmiddellijk kan worden onderzocht.

Op eensluidend advies van het comité schrapt de Minister van de kandidatenlijst de namen van de officieren wier kandidatuur niet binnen de normale termijn zal kunnen worden onderzocht, of houdt hij die kandidaturen in beraad. De beslissingen van de Minister worden met redenen omkleed, in de notulen van de vergadering opgenomen en aan de betrokkenen ter kennis gebracht".

*

De wijziging die voor artikel 19 is voorgesteld, maakt aanpassing van artikel 18, 1°, noodzakelijk. De volgende lezing wordt voorgesteld :

"1° de mededeling van de namen der officieren wier kandidatuur niet in staat is om onderzocht te worden of in beraad gehouden is, alsook van de met redenen omklede beslissingen welke de Minister dienaangaande heeft genomen".

.../...

Artikel 21, § 2.

Doordat slechts bij geheime stemming wordt beslist ingeval geen eenparigheid bereikt is, is die stemming niet meer geheim ; dan is immers bekend welke leden niet in de zin van de meerderheid hebben gestemd. Een zodanige regeling kan afbreuk doen aan de vrijheid van stemmen.

Als het om aanwijzing of uitsluiting van kandidaten gaat, past alleen een geheime stemming.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 24, § 2, derde lid, waar het gaat om de aanwijzing van de kandidaten die voor overgang naar de hogere graad geschikt worden bevonden.

Artikel 22, § 2.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"§ 2. Wanneer het gaat om een beroepsofficier of om een reserveofficier die krachtens artikel 55 van de wet van 1 maart 1958 is aangeworven, wordt elke kandidatuur voorgedragen in de taal waarvan de grondige kennis door de betrokken officier bewezen is met het oog op zijn toelating tot de graad van onderluitenant.

Wanneer het gaat om een reserveofficier die uit de categorie der dienstplichtigen komt, wordt zijn kandidatuur voorgedragen in de taal die wordt geacht zijn eerste landstaal te zijn volgens artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1956 betreffende de organisatie van het taalexamen voor de benoeming tot de graad van reservemajoor, reservekorvetkapitein of reservekapitein-technicus".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.